

Comité éthique Nouvelle Stratégie 50 du 19 septembre 2017

Exceptionnellement, le comité du 19 septembre avait pour mission d'étudier deux secteurs bien différents et totalement indépendants : le secteur des produits forestier et du papier, d'une part, et celui des services financiers dans l'immobilier (investissement, détention et gestion d'actifs immobiliers). Cela en raison de la nécessité de réviser tous les secteurs du fonds NS 50 au minimum tous les 4 ans. Ces deux secteurs, qui n'avaient pas été revus depuis 4 ans, sont donc présentés successivement.

LE SECTEUR : PRODUITS FORESTIERS ET PAPIER

En premier lieu, il convient de rappeler que la forêt assure 46% de l'absorption et du stockage du carbone alors cependant que sa superficie diminue depuis plusieurs décennies particulièrement dans les pays du sud et autour de la ceinture tropicale. Cependant, les produits dérivés du bois offrent d'intéressantes alternatives à l'utilisation des produits pétroliers dans le cadre de la réduction des gaz à effet de serre. Ainsi, le secteur présente des enjeux écologiques majeurs et ce d'autant plus qu'il se caractérise aussi par de nombreuses filières illégales hors de contrôle. L'Europe est justement un gros importateur, y compris par les filières illégales. Les principaux états membres producteurs et ou transformateurs sont la Suède, l'Espagne et la Finlande.

Plus précisément, les enjeux environnementaux sont l'exploitation durable des forêts, le recyclage des produits dérivés du bois, la limitation de la consommation d'eau lors de la transformation du bois et son recyclage après utilisation. Les enjeux sociaux sont liés à la santé et à la sécurité des travailleurs. Plusieurs labels viennent garantir la prise en compte de ces enjeux ainsi que la légalité des filières d'approvisionnement : label FSC (Forest Stewardship Council), label européen PEFC (Programme de reconnaissance des certifications forestières).

La filière forestière débouche sur 3 marchés finaux :

- le « bois d'œuvre » : construction, menuiserie
- le « bois énergie » : classé comme source d'énergie renouvelable non émettrice de CO2 constituant une alternative au marché carbone
- le « bois industrie » (emballages et pâtes à papier)

L'essentiel de la production de bois est absorbée par ce dernier marché, occupé par un petit nombre d'entreprises à plus forte capitalisation que celles des deux autres marchés. C'est pourquoi les entreprises étudiées au comité du 19 septembre 2017 dans le cadre du stoxx 600 relèvent toutes de l'activité « bois industrie ». Ces entreprises sont assez homogènes en terme RSE. Elles sont toutes très engagées sur le plan environnemental et connaissent peu de controverses. C'est pourquoi, sur les 6 entreprises étudiées, deux entreprises, déjà présentes dans l'univers investissable de NS 50, y ont été maintenues, Mondi (UK), Svenska Cellulosa (Suède) et 3 ont été intégrées (Stora Enso (Finlande), Billerudkorsnas (Suède), Smurfit Kappa Group(Irlande)).

Précisons que les sociétés Mondi et Stora Enso qui fabriquent des emballages pour fabricants de cigarettes n'ont pas été exclues dès lors que la part de chiffre d'affaire qu'elles en tirent est

inférieure à 5% et qu'elles recueillent des bonnes notes extra-financières dans les différents prismes d'analyse.

Seule UPM Kymmene (Finlande) n'a pas été intégrée en raison d'un manque de transparence sur le respect des droits humains et sur sa contribution au développement local.

Company name	E&I
Mondi	Conserver
Svenska Cellulosa	Conserver
Smurfit Kappa	Intégrer
Stora Enso	Intégrer
BillerudKorsnäs	Intégrer
UPM Kymmene	Ne pas intégrer

LE SECTEUR : SERVICES FINANCIERS (IMMOBLIER)

Ce secteur concerne l'investissement dans des actifs immobiliers en vue de leur revente (promotion immobilière) ou de leur gestion (immobilier locatif résidentiel, commercial ou professionnel voire public). Il est en pleine expansion étant donné l'augmentation et l'urbanisation de la population mondiale. Le principal enjeu d'avenir est environnemental du fait que le bâtiment représente 40% de la consommation énergétique et des émissions de CO2 et 20% de la consommation d'eau.

Une directive européenne impose aux états membres de prendre diverses mesures pour réduire de 20% les émissions de GES des bâtiments d'ici à 2020. Parmi ces mesures, figurent l'innovation dans les systèmes de chauffage, la production d'eau chaude et les ventilations, un recours accru aux énergies renouvelables. C'est ainsi qu'on évalue désormais systématiquement la performance énergétique des bâtiments. Divers labels français et étrangers de certification environnementale propre aux bâtiments ont été mis au point (par ex HQE : Haute Qualité Environnementale, BBC : Bâtiment Basse Consommation, BEPOS, Bâtiment à Énergie Positive....). Les investisseurs, soucieux de l'image environnementale de leur portefeuille, stimulent la demande de bâtiments verts et encouragent le développement de constructions durables. Le secteur de l'investissement et de la

gestion immobilière compte une forte proportion d'entreprises françaises et britanniques de tailles assez variables, mais reposant sur d'assez petits effectifs en personnel du fait que leur activité essentiellement financière implique surtout des relations avec des sous-traitants et des fournisseurs pour la construction et la gestion concrète des parcs immobiliers. Les questions sociales sont donc reportées sur les relations avec ces partenaires et sur les relations avec les locataires avec, en toile de fond, la politique d'accessibilité des bâtiments et logements aux populations fragilisées.

Sur 25 entreprises européennes du Stoxx 600 faisant l'objet d'une notation extra-financière, les 15 mieux notées ont été analysées plus en profondeur au comité éthique NS 50 du 19 septembre 2017 au regard de leurs pratiques et engagements et en considération de l'existence de controverses.

Parmi ces 15, huit étaient déjà dans le périmètre investissable et 7 y demeurent. Pour ces 7 entreprises, il n'y a guère d'hésitations permises étant donnée la quasi-absence de controverses et l'existence d'une démarche RSE généralement intégrée dans la stratégie d'investissement et la gestion des actifs ce qui se traduit par des indicateurs globalement très positifs mis à part quelques manques de communication sur certains sujets ponctuels. Ces 7 entreprises conservées sont British Land Company (UK, bureaux et projets locaux), Foncière des régions (France, bureaux, résidentiel et hôtellerie), Gecina (France, résidentiel et bureaux en France), Icade (France, promotion et location immobilière), Klepierre (France, centres commerciaux en Europe), Unibail-Rodamco (France, professionnel et commercial), et Hammerson (UK, foncier principalement UK et France).

Une huitième entreprise jusqu'à présent dans le périmètre est mise en attente pour un complément d'investigation (Shaftesbury : UK, immobilier diversifié). En effet, son effectif de 26 employés seulement et son CA insignifiant rapportés à sa capitalisation interrogent sur la réalité de son activité et l'excès de recours à la sous-traitance dans des conditions opaques.

3 entreprises parmi les 15 mieux notées sont intégrées dans le périmètre investissable du fonds NS 50 : Great Portland Estates pour leur engagement dans une dynamique positive sur le plan environnemental et sur le plan de la non-discrimination et de la qualité des relations avec les locataires (UK, bureaux et résidentiel à Londres), Intu Properties (UK centres commerciaux), Mercialis (France, locatif commercial du groupe Casino).

Enfin, sur les 15 entreprises étudiées, quatre n'ont pas été intégrées en raison d'une politique environnementale ou sociale insuffisamment intégrée à la stratégie d'investissement ou d'indicateurs hétérogènes ou encore à cause d'un trop grand manque de communication : Land Securities Group (UK), Castellum (Suède), Segro (UK), Cofinimmo (Belgique).

À noter qu'une entreprise faisant précédemment partie du périmètre investissable en a été exclue en raison de la dégradation significative de sa note d'analyse-extra-financière par Vigéo de sorte qu'elle ne figurait même pas parmi les 15 entreprises examinées en profondeur (Deutsche Wohnen Allemagne)

Company name	E&I
British Land Company	conserver
Foncière Des Régions	conserver
Gecina	conserver
Icade	Conserver
Klepierre	Conserver
Unibail-Rodamco	Conserver
Hammerson	Conserver
Great Portland Estates	Intégrer
Intu Properties	Intégrer
Mercialys	Intégrer
Shaftesbury	En attente

Land Securities Group	Ne pas intégrer
Castellum	Ne pas intégrer
Segro	Ne pas intégrer
Cofinimmo	Ne pas intégrer
Derwent London	Ne pas intégrer
Capital & Counties Properties	Ne pas intégrer
Merlin Properties Socimi	Ne pas intégrer
Vonovia	Ne pas intégrer
BUWOG	Ne pas intégrer
LEG Immobilien	Ne pas intégrer
Swiss Prime Site	Ne pas intégrer
IMMOFINANZ	Ne pas intégrer
PSP Swiss Property	Ne pas intégrer
Deutsche Wohnen	Exclure